

et dans toutes les autres institutions publiques, où se sont infiltrées des doctrines préjudiciables à notre façon démocratique de vivre, en dépit de l'étiquette qui y est attachée.

Après avoir posé une telle base, je dirai quelques mots des millions d'affamés qu'on compte dans d'autres parties du monde. C'est avec plaisir que j'ai entendu la déclaration que le premier ministre a faite dimanche soir dernier. Je dirai ici que j'ai suivi son conseil et que je suis allé à l'église dimanche, comme j'en ai l'habitude. Je me demande si le premier ministre a employé la matinée du dimanche à la préparation de la déclaration qu'il devait faire dans la soirée, ou s'il est allé à l'église lui-même. En tout cas, sa déclaration de dimanche soir était excellente, et je suis sûr que tous les cultivateurs canadiens lui ont fait l'accueil qu'elle mérite. Nous nous rendons tous compte, je crois, du besoin que nous avons du cultivateur à certaines époques, particulièrement lorsque nous voulons des vivres ou encore lorsqu'il y a des impôts,—peu importe qu'ils soient prélevés directement ou indirectement,—à acquitter.

Dans le passé, la collaboration n'a pas manqué au cultivateur sous forme de beaux discours, mais il réclame aujourd'hui une collaboration qui se traduise en pièces sonnantes. Le crédit, les paroles ne lui suffisent plus.

Je citerai deux paragraphes du discours du trône auxquels j'entends m'arrêter. Voici :

Parmi les problèmes mondiaux qui exigent une attention immédiate, il n'en est pas de plus pressant que le ravitaillement des populations menacées de disette aiguë et, en certaines régions, de famine générale. L'espoir d'une reconstruction pacifique du monde est subordonné au problème de l'alimentation. La pénurie est actuellement très grande. En outre, le problème ne se pose pas seulement pour les prochains mois, mais pour quelques années. A moins qu'il ne satisfasse à ce pressant besoin, le monde peut s'attendre à de graves désordres, qui mettront en danger la paix elle-même.

Le Gouvernement ne néglige aucun moyen susceptible de fournir à l'exportation le maximum de denrées alimentaires. Il encourage le plus possible le relèvement de la production. La gravité de la situation exige, de la part de toute la population canadienne, un effort conjugué et enthousiaste.

C'est clair et net. Personne ne pourrait reprocher aux cultivateurs du Canada, de quelque province qu'ils soient d'avoir tiré de l'arrière et de n'avoir pas fait leur possible pour augmenter la production. J'ignore ce qu'on a accompli ailleurs, mais je sais que dans l'Ouest les tracteurs ont fonctionné nuit et jour sur la ferme à certaines saisons de l'année. Ceux qui parcouraient les routes pouvaient apercevoir toutes les nuits leurs lumières dans les champs. A ce titre, les cultivateurs ont droit à beaucoup d'égarés. Les

hommes et les femmes valides s'étaient enrôlés, s'étaient engagés ici dans le fonctionnarisme ou dans les fabriques de munitions, abandonnant le travail de la ferme à des hommes et à des femmes beaucoup trop avancés en âge pour exécuter ces travaux et à des jeunes gens dont la santé les a empêchés de s'enrôler dans les services armés. Or, à la suite de ces longues heures de labeur, dont nous ne nous sommes pas plaints, les cultivateurs ont augmenté la production comme ils ne l'avaient jamais fait encore. Je n'en accorderai pas exclusivement le mérite aux programmes lancés par le présent Gouvernement. On se rappelle qu'il y a quelques années le kaiser avait l'habitude de dire: "Moi et Dieu", et si nous tenons compte des récoltes abondantes que nous devons à la Providence durant les années de guerre, j'estime que nous serons beaucoup plus près de la vérité.

Nombreux sont les cultivateurs qui ont suivi les conseils du Gouvernement, je veux dire qu'ils se sont dit que, pour réussir, le cultivateur doit agir directement à l'encontre de ce que prêche le Gouvernement. Pour ma part, je n'ai pas modifié mon programme de culture, et je n'ai pas l'intention de le modifier car le succès, sur la ferme, repose sur l'élaboration d'un programme, sur l'assurance de sa haute valeur et sur la persévérance à l'exécuter. S'il fallait le modifier selon les caprices et les fantaisies de certaines gens qui ignorent tout de la culture, tout ce qui resterait à faire serait de prendre la route et d'abandonner la ferme à autrui. Ce serait être injuste envers le Gouvernement que de lui imputer la responsabilité de la politique agricole et du sort de l'agriculture avant son arrivée au pouvoir. Parlons de son programme du blé, à partir de la récolte de 1935-1936.

A cette époque, on se le rappellera, nous avions un paiement initial de 87½c. le boisseau sur notre blé n° 1 du Nord à Fort-William, et, en plus, des certificats de participation sur lesquels nous étions censés réaliser des espèces lorsque la récolte était toute écoulée. Ces prix se sont maintenus quelque temps sans amélioration; en réalité, ils ont fléchi à 80c., puis à 70c. le boisseau et, à un moment donné, le Parlement a légiféré pour fixer à 60c. le paiement initial sur notre blé f.à.b., Fort-William. Les cultivateurs canadiens n'ont pas aimé cela. Peut-être le Gouvernement a-t-il agi intentionnellement afin que les cultivateurs lui fussent reconnaissants du relèvement de 10c. le boisseau effectué par suite d'une mesure législative du Parlement prévoyant le paiement initial de 70c. le boisseau. Il en a été ainsi jusqu'au 1er août 1942. Pendant cette période, tout en obtenant un